



Trafic d'organes au Kosovo : essaie-t-on d'étouffer l'affaire ? (1/2)

Par [Riccardo M. Ghia](#)

Mondialisation.ca, 26 octobre 2011

[Le Courrier des Balkans](#) 26 octobre 2011

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Analyses: [LES BALKANS](#)

La mission Eulex a désormais repris l'enquête sur les trafics d'organes au Kosovo. Pourtant, selon des sources proches du dossier, Eulex n'aurait pas interrogé un témoin-clé : l'urologue allemand Manfred Ernst Beer, qui serait le véritable propriétaire de la clinique Medicus. Essaie-t-on d'étouffer cette tentaculaire affaire pour protéger non seulement les dirigeants du Kosovo, mais aussi certains responsables internationaux ? Premier volet de notre enquête.

Selon des sources proches de l'enquête sur le présumé trafic d'organes au Kosovo, Eulex, la mission de police et de justice de l'Union européenne au Kosovo n'aurait pas interrogé un témoin-clé : Manfred Ernst Beer.

Cet urologue berlinois, qui est le véritable propriétaire de la clinique Medicus, ne figure pas dans la liste de témoins du procès en cours à Pristina. Françoise Lambert, porte-parole d'Eulex, a refusé de confirmer ou démentir l'information. « Nous ne souhaitons pas faire d'autres commentaires que de dire que M. Beer n'est pas suspect », a-t-elle répondu.

Le procès de la clinique Medicus

Medicus, clinique privée située dans la périphérie de Pristina, a été fermée par les autorités en novembre 2008 après de forts soupçons sur des transplantations illégales d'organes. L'enquête a été relancée lorsque les autorités ont arrêté à la frontière Yilman Altun, un jeune Turc de 24 ans qui ne pouvait prendre l'avion pour rentrer à Istanbul en raison de problèmes de santé liés à l'ablation d'un rein.

Selon les enquêteurs, les receveurs allemands, israéliens, canadiens et polonais étaient prêts à payer jusqu'à 90.000 euros pour un rein. Les donneurs originaires des pays pauvres d'Europe de l'Est et d'Asie centrale, recevaient en revanche moins de 10.000 euros.

Le procureur de l'UE, Jonathan Ratel, a inculpé neuf personnes dans cette affaire. Lufti Dervishi et son fils Arben, les personnes clés de l'enquête, ont bénéficié du soutien de politiciens influents du Kosovo. Mais il y a d'autres illustres accusés : Driton Jilta, un ancien officier de l'OSCE au Kosovo, Ilir Rrecaj, ancien ministre de la Santé du Kosovo, Hajdina Sokol, Islam Bytyqi, et Dulla Suleiman, anesthésistes à la clinique Medicus, Moshe Harel, soupçonné d'être l'intermédiaire israélien.

Et enfin Yusuf Erçin Sönmez, un chirurgien turc visé dans d'autres investigations pour son implication présumée dans le trafic d'autres organes, plus connu sous les surnoms de

Docteur Vautour et Docteur Frankenstein. Le procureur d'Istanbul a d'ailleurs récemment requis 171 ans de prison à son encontre (Voir notre article : [Trafic d'organes au Kosovo : le « Dr Vautour » risque 171 ans de prison](#)). Au cours de sa carrière, Sönmez a été arrêté au moins six fois, mais il a toujours été relâché.

Un chirurgien israélien, Zaki Shapira, et un autre médecin, le Turc Kenan Demirkol, ont été cités dans l'acte d'accusation du procureur Ratel comme « complices en attente d'inculpation ». La clinique Medicus avait obtenu l'autorisation d'exercer en cardiologie, mais pas en urologie, en dépit de demandes réitérées de la part de Dervishi depuis 2003.

Dervishi, Thaçi et la « Maison Jaune »

Lufti Dervishi, professeur à l'Université de Pristina depuis 1982 et propriétaire officiel de la Clinique Medicus, est un allié important du Premier ministre kosovar, Hashim Thaçi, également chef du Parti démocratique du Kosovo (PDK). Selon Francis Mandoi, ancien procureur d'Eulex aujourd'hui procureur national adjoint anti-mafia à Rome, cette amitié entre Hashim Thaçi et Lufti Dervishi est ancienne.

La famille Dervishi a accueilli Hashim Thaçi quand son domicile avait été visé par un attentat. Quelques années plus tard, Lufti Dervishi a offert à Thaçi l'appartement situé au-dessus de sa maison de Pristina. Rappelons qu'Hashim Thaçi était le chef politique de l'Armée de libération du Kosovo (UÇK). Jusqu'en 1998, le Département d'État américain qualifiait l'UÇK d'organisation terroriste. Un an plus tard, les miliciens albanais étaient devenus les plus proches alliés de Washington dans les Balkans.

Dans la foulée des bombardements de l'Otan, les Serbes et ceux qui collaboraient avec Belgrade n'ont pas été les seules victimes de règlements de comptes de l'UÇK. La violence a éclaté aussi contre les rivaux politiques et militaires des FARK, groupe de résistance albanais proche d'Ibrahim Rugova, et au sein même de factions dissidentes de l'UÇK.

Lufti Dervishi a été souvent vu près de la « Maison Jaune » (Voir notre article : [Trafic d'organes de l'UÇK : la clinique fantôme de Dick Marty](#)), explique Francis Mandoi. Les enquêteurs internationaux pensent que la « Maison Jaune » était un centre de détention secret sous le contrôle des miliciens de l'UÇK, où « des prisonniers Serbes et Albanais étaient soumis à des tests de compatibilité avant de procéder à la transplantation », poursuit M. Mandoi.

Sur la base des descriptions fournies par plusieurs témoins, la « Maison Jaune » a été identifiée dans une ferme près de Burrel, dans le nord de l'Albanie, non loin de Prizren, la deuxième plus grande ville du Kosovo. À cette époque, la région de Prizren, près de la frontière albanaise, était contrôlée par les soldats de l'UÇK sous le commandement de Thaci. La clinique Medicus a d'abord été implantée à Prizren estime le procureur Mandoi, qui souligne toutefois que les enquêteurs n'ont pu établir aucune preuve confirmant les affirmations des témoins quant à la présence de Dervishi près de la « Maison Jaune ».

Après la guerre, les soldats allemands de la Kfor ont pris le contrôle de la région de Prizren. Deux eurodéputés allemands, Bernd Posselt et Doris Pack, ont attaqué le rapport du Conseil de l'Europe dans lequel l'ancien procureur suisse Dick Marty dénonçait un trafic présumé d'organes au Kosovo (Voir notre article : [Trafic d'organes de l'UCK : une bombe pour le Kosovo ?](#)). Selon Marty, le trafic aurait commencé avec les prisonniers capturés et tués par l'UÇK, puis aurait continué dans la clinique Medicus avec des donateurs venant de pays

pauvres d'Europe et d'Asie.

En mars dernier, les deux eurodéputés allemands ont raconté au journal irlandais *Irish Times* que Marty n'avait présenté aucune preuve concrète lors d'une réunion à huis clos de la Commission des Affaires Etrangères du Parlement européen. Doris Pack a précisé qu'« au moins 90% » des députés avaient sévèrement critiqué le dossier de Marty.

De son côté, l'eurodéputé italien Pino Arlacchi, a fourni une version radicalement différente des événements. « Pack et Posselt ont accusé Marty avec des arguments très faibles », affirme M. Arlacchi, « mais la majorité des députés, moi compris, ont approuvé le rapport du Conseil de l'Europe ».

Lufti Dervishi contre Dr Beer

Le journal néerlandais *Bright Magazine* a trouvé des preuves confirmant que Dervishi a reçu jusqu'à 3 millions d'euros d'un urologue renommé à Berlin, Manfred Ernst Beer. Les deux hommes se connaissent depuis longtemps : Dervishi a étudié et travaillé en Allemagne avec le docteur Beer. L'avocat de Lufti Dervishi, Linn Slattengren, a déclaré que son client administrait un certain nombre de biens immobiliers au Kosovo pour le compte du Dr Beer. L'investissement s'est avéré rentable et Manfred Beer lui a ensuite proposé d'ouvrir une clinique. À partir de là, les versions fournies par les versions de Beer et Dervishi divergent.

Selon Linn Slattengren, Manfred Beer aurait investi 3 millions d'euros et aurait été directement impliqué dans la sélection des médecins pour pratiquer des opérations chirurgicales à la clinique Medicus. De son côté, le docteur Beer a déclaré à la presse qu'il n'avait pas donné à Dervishi plus de 300.000 euros et qu'il n'avait joué aucun rôle dans le recrutement du personnel médical de la clinique.

Une source proche de l'enquête, qui a requis l'anonymat, raconte que l'urologue allemand n'a pas été soupçonné de quoi que ce soit ni fait l'objet d'une enquête. Son nom n'apparaît pas dans la liste des témoins, et il n'aurait pas été interrogé sur son rôle dans la clinique Medicus.

« Les enquêteurs auraient dû interroger Manfred Beer et déterminer s'il était impliqué dans des activités illégales », explique Lawrence Marzouk, le rédacteur en chef de *Prishtina Insight*, le seul journal du Kosovo en langue anglaise. « Je pensais qu'ils l'avaient interrogé suite aux conversations que j'ai eues avec Eulex. Si ça n'a pas été le cas, cette situation soulève des questions troublantes sur la qualité de l'enquête », estime-t-il.

Eulex, une mission dans la tourmente

La mission Eulex est la plus grande mission de l'UE à l'étranger en termes d'effectifs et de ressources. L'équipe, composée de policiers et de magistrats, compte plus de 3.000 personnes, dont près de 2.000 internationaux et 1.250 kosovars. Le commandement de la mission a été confiée au général français Xavier Bout de Marnhac.

En théorie, Eulex travaille sous la supervision de la Minuk, l'Administration intérimaire des Nations unies au Kosovo. En réalité, Eulex a remplacé la Minuk à partir de sa mise en œuvre début décembre 2008, et son chef n'est pas le Secrétaire général des Nations unies, mais Catherine Ashton, Haut Représentant de L'Union européenne pour les affaires étrangères et la défense.

« La Minuk a laissé un lourd héritage », rappelle Alberto Perduca, en charge de la justice pour Eulex jusqu'à 2010 et aujourd'hui procureur adjoint à Turin. « Eulex a reçu des milliers de dossiers, dont environ 1.200 relatifs aux crimes de guerre. Un nombre de dossier qui paralyserait n'importe quel bureau de procureur », précise M. Perduca. En essayant de garder profil bas, la mission Eulex a rouvert des enquêtes et engagé des poursuites contre des politiciens de premier plan ou leurs collaborateurs.

« Nous avons eu pour tâche de restaurer la primauté du droit dans un environnement international extrêmement fragile, à travers la participation progressive des institutions locales », explique le magistrat. Mais le système judiciaire au Kosovo, exposé à la forte intimidation du pouvoir, a montré une certaine réticence à s'occuper directement des dossiers les plus brûlants.

Eulex assure également la protection du repentir Nazim Bllaca, ancien membre du Shik, le service secret du PDK, aujourd'hui officiellement dissous, mais qui est toujours actif. Bllaca a admis qu'il avait pris part à plusieurs meurtres et qu'il avait mené une série d'actions illégales contre les adversaires du PDK (Voir notre article : [Meurtres politiques au Kosovo : « nous avons tué 600 personnes en un an »](#)).

Les procès qui ont été rouverts contre des personnages influents comme Fatmir Limaj, Ramush Haradinaj et Lufti Dervishi, n'ont certainement pas attiré la sympathie du gouvernement et de l'opposition du Kosovo. D'autre part, de nombreux Kosovars se plaignent du fait qu'Eulex ne va pas assez loin dans la lutte contre le crime organisé. Les nationalistes de Vetevëndosje (Autodétermination) sont les détracteurs les plus sévères de la mission européenne au Kosovo.

Eulex a également rencontré une forte résistance lors des enquêtes sur le présumé trafic d'organes à la suite des bombardements de l'Otan en 1999. Dick Marty, rapporteur du Conseil de l'Europe, et Carla Del Ponte, ancienne présidente du TPI qui a la première publiquement évoqué ce trafic d'organes en 2008, se sont plaints de l'absence d'un programme adéquat de protection des témoins et d'un mandat officiel permettant de mener des enquêtes sur le territoire albanais (Voir notre article : [Crimes de guerre au Kosovo : des témoins sans aucune protection](#)).

Enquêter au Kosovo, mission impossible ?

Selon Alberto Perduca, la petitesse du Kosovo et son tissu social fondé sur des liens familiaux font qu'il est impossible de protéger adéquatement les témoins au Kosovo. « La coopération internationale est essentielle », assure le procureur, et « tant que les autres Etats n'accepteront pas de recevoir et protéger des témoins, enquêter sera très difficile ». Or, « enquêter sur le trafic d'organes n'est pas une option, c'est un devoir », tonne-t-il et « si l'Albanie continue à ne pas accorder d'assistance juridique pour permettre à Eulex d'avoir accès au lieu présumé des crimes, l'enquête restera paralysée » (Voir notre article : [Trafic d'organes : l'Albanie accuse Dick Marty, mais est ouverte à une enquête](#)).

La crédibilité d'Eulex a encore une fois été mise à mal avec la mort du témoin clé de l'affaire Kleçka, dans laquelle Fatmir Limaj, ancien ministre des Transports aujourd'hui député du PDK et ancien chef de l'UÇK, est impliqué (Voir notre article : [Crimes de guerre et protection des témoins au Kosovo : « Eulex m'a tuer »](#)). Agim Zogaj a été retrouvé pendu à Duisburg, en Allemagne, où il avait été exfiltré pour plus de sécurité.

Pour la police allemande, il ne fait aucun doute que l'homme, plus connu sous le nom de « témoin X » s'est suicidé. Cette version officielle a été accueillie avec scepticisme par l'opinion publique. La famille Zogaj accuse Eulex d'être responsable de la mort d'Agim et d'être incapable d'assurer une protection efficace aux témoins.

Aujourd'hui, la crédibilité d'une nouvelle équipe spéciale d'Eulex pour mener l'enquête sur le présumé trafic d'organes au Kosovo est en jeu. Étonnamment, c'est le procureur américain John Williamson Clinton qui a été nommé pour diriger cette investigation. Williamson se trouvait à la tête du ministère de la Justice du Kosovo entre 2001 et 2002, lorsque le territoire était sous administration des Nations unies. Il était chargé de contrôler les prisons et le système judiciaire du Kosovo.

La source originale de cet article est [Le Courrier des Balkans](#)
Copyright © [Riccardo M. Ghia](#), [Le Courrier des Balkans](#), 2011

Articles Par : [Riccardo M. Ghia](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca